

CITADINITE ET DISPARITES A KINSHASA

R. DE MAXIMY

Contrairement à une idée bien établie, il n'y a guère de différence entre une ville quelconque du Tiers-Monde, et une ville quelconque d'un pays suréquipé, excepté l'équipement naturellement. Les motivations qui font agir les gens de ces villes sont de même nature, se fondent sur les mêmes nécessités, participent des mêmes principes : se loger, travailler, se déplacer, s'alimenter, s'instruire, se divertir, etc... (cf. le Charte d'Athènes).

C'est sur ce constat que s'appuient tous les techniciens de l'urbanisme pour proposer leurs "solutions" partout dans le monde. En effet, seule change la manière d'exprimer les acceptations, les indifférences et les refus de la contrainte urbaine. Là est la question justement et la raison des spécificités qualifiables de tiers-mondisme. Ce qui se traduit nécessairement par un comportement différent vis-à-vis de l'usage des techniques, des artefacts, des rythmes journaliers, et donc de l'espace urbain, lieu privilégié d'expression des acteurs et des actants (ceux qui vivent dans les villes sans être nécessairement les maîtres de leur vie citadine).

Simplement en analysant succinctement un site, on peut saisir l'existence de disparités probables dans une ville. Mais cela ne suffit pas, loin de là, car c'est la trame de l'espace urbanisé, la confection, l'édification, le modelage et l'altération anthropique du paysage citadin qui, finalement, donnent une signification urbanistique au site. Ainsi, à Kinshasa, l'usage de la ville fait la ville. Certes, à sa fondation, en 1881, l'attractivité du fleuve et des hauteurs ventilées proches du fleuve, a joué. Les petites collines proches du Congo ont été toutes, sans exception, occupées par l'habitat et les équipements nécessaires à la colonie belge, et non aux congolais (Zaïrois). Mais, des hauteurs aussi ventilées les unes que les autres (Binza, Ngafani, Mt-Amba, Kisenso) sont occupées tantôt par des gens très aisés : Binza, campus

universitaire du Mont Amba - tantôt par des gens miséreux : Ngafani et surtout Kisenso.

Ce sont les infrastructures (V.R.D.) et les équipements qui les suivent, qui font la différence : attractivité et usage sont naturellement indissociables, mais, il y a une pertinence évidente entre la manière d'user des quartiers ou de la ville, et les infrastructures ou équipements qu'on y trouve.

C'est pourquoi les parties du site de Kinshasa les plus difficiles à aménager sont laissées au squatting, ou pour mieux dire, abandonnées à qui sera économiquement incapable de s'installer en des lieux non érodables ou non inondables.

Ainsi, une des disparités les plus évidentes qui existe à Kinshasa est celle entre les terrains stables ; des collines larges et allongées, plaines de Kinshasa et entre N'Djili et N'Sele, et les terrains très érodables ou marécageux une partie de l'année : pentes de plus de quatre pour cent, lits majeurs des rivières; espaces mal drainés. Seuls les premiers terrains cités ont une valeur spéculative. Ils font donc l'objet de pressions et fonctionnent comme enjeux de pouvoir.

L'histoire coloniale, le "projet belge" de mise en valeur du pays, qui est cause de la création et des quatre-vingts premières années d'existence de Léopoldville (Kinshasa), a également fortement déterminé les usages des divers quartiers. Ainsi, la séparation entre "ville européenne" et "cités indigènes" demeure. Le fonctionnement de la ville est conditionné. Les cités, séparées des quartiers riches et séparées entre elles, sont reliées aux zones d'emploi par les axes bitumés sud-nord, cordons ombilicaux entre les travailleurs et les employeurs (capital européen), entre les "cités" et les "zones" des affaires, de l'administration et des industries. Mais les colonisateurs, s'ils ne donnèrent pas "le droit à la ville" aux congolais, leur assurèrent cependant des infrastructures (réseaux, voirie) et des équipements (marché, écoles, dispensaires, lieux du culte, espaces de sport, police, quartiers pour artisans avec bons accès, grandes parcelles, eau et électricité, etc...). C'est pourquoi ces cités sont devenues, après 1960 (indépendance) des espaces urbains très vite appropriés dans leur usage, modifiés par les manières de s'exprimer, manières de vivre de leurs occupants. Désormais, ce qu'il y a de plus kinois, dans la capitale zaïroise, ce sont ces cités devenues véritables centres existentiels et africains de Kinshasa.

Mais, il n'y a pas que cela. Depuis 25 ans, Kinshasa a vu sa population passer de 400.000 (officiels), 450.000 (vraisemblables) habitants, à 2.500.000 habitants environ. Ce qui s'est traduit par une

surdensification des "anciennes cités", devenues de ce fait quartiers très dégradés aux conditions peu attractives d'habitat : proximité, taudis, salubrité insuffisante ; une extension spatiale de la ville ; une squattérisation des espaces non convoités ; une lente sélectivité de peuplement des quartiers africains et bien équipés. Enfin, lentement, la classe au pouvoir (peu de personnes) et leurs servants (les cols blancs de la fonction publique et des organes de l'appareil politique) investissent les quartiers patriciens anciens fiefs des blancs. Ainsi, les critères de sélectivité dans l'usage de l'espace urbain sont géographiques (érosion, drainage), historiques (ville blanche, ville noire), techniques (V.R.D., équipements), socio-économiques (classes au pouvoir, travailleurs, sans emploi) et chronologiques (nouveaux arrivants : extensions).

Pour ces raisons, on peut facilement repérer quelques contrastes significatifs :

- ville basse, maisons à un ou deux niveaux, massifs d'immeubles signes de pouvoir : argent (banques), affaires (S.G.M. et autres), politique (ministères)

- villas et jardins, maisons médiocres sur parcelles avec quelques arbres, maisons tristes de parpaings dans les extensions sans arbres.

Et les contrastes ne peuvent que se renforcer, car pour 90 % des kinois, le seul capital est leur parcelle. Il faut donc en tirer le parti maximal en la lotissant de batteries de "chambres" à louer.

Et, comme les sommets des collines sont bordés de pentes comme il est d'usage, les villas somptueuses apparaissent aux misérables des "érosions" comme des mondes dominateurs et inaccessibles. Surtout que l'on accède sans peine, par un axe central de desserte, au coeur des quartiers riches, tandis qu'il faut suivre des cheminements obscurs, en évitant ces quartiers, pour accéder aux zones ravinées où vivent les kinois par dizaines de milliers.

Pourtant, la convivialité n'est pas l'apanage des nantis, il y a apparemment plus de chaleur humaine dans la vie de voisinage des quartiers populaires, et davantage encore dans les érosions que dans les quartiers riches. En effet, pour accéder à ceux-ci; situés le plus souvent loin du centre et mal desservis par les bus (qui les prendraient ?), il faut un véhicule. Pour protéger le capital accumulé dans les villas et les jardins, il faut des murs, des grilles, des chiens, des gardiens, des barrières, tout cela généralement pour

s'enfermer ailleurs avec ses semblables.

Il y a loin de cela, il est vrai, dans les "cités" du centre, mais on y vient ; les barrières montent, car le régime politique favorise l'insécurité par le vol (structurel, quasi nécessaire pour survivre dans certains cas), les exactions policières (policiers non payés, se payant sur le citoyen), les abus de pouvoir (discrétionnaire des membres du M.R.P./mouvement populaire de la révolution, dont la jeunesse, en uniforme, vit sur les kinois comme en pays conquis).

Ceux des extensions, et surtout ceux des érosions, vivent autrement, n'ayant rien à protéger, il ne leur reste que le partage pour éviter la marginalisation désespérante. Ce partage est possible pour deux grandes séries de raisons : la tradition villageoise très convivio-communautaire, l'acceptation par le "broussard" dès lors qu'il vient à la ville, de toutes les conditions nouvelles de vie. C'est alors un mutant prêt à tout supporter pour être accepté dans la ville, devenir citoyen, tenant de ce nouveau paradis qu'est la modernité telle qu'il l'imagine.

Cependant, ces propos idylliques cachent une violence sociale journalière établie sur une rupture et un viol culturel pour les travailleurs.

En effet, le travailleur des extensions arrive en émigré à son lieu de travail (53 % des actifs déclarant un emploi travaillent à la Combe : administration, affaires, port, commerce ; 18 % vont à Limété : zone industrielle ; 6 % à Ngaliema : zone industrielle). Le passage est très violent. Il quitte son foyer parlant sa langue, vivant avec ses proches. Il chemine 15 à 30 minutes (plus parfois) pour atteindre un bus : nul choc pendant ce temps, car il est dans un paysage familier construit par ceux de sa culture. Puis, il fait une très longue attente quel que soit le temps : soleil, poussière, pluies, pour prendre un bus où il est en danger, à la merci de chauffeurs imprudents, de rues défoncées, de voleurs innombrables, et de tous les désagréments de l'entassement.

Enfin, il est jeté dans la ville de son travail : autre paysage de grands immeubles, d'usines ou d'entrepôts ; autre langue, le français, qu'il manie mal, ce qui l'oblige à faire répéter les ordres (et donc se faire engueuler) ou à les mal comprendre, (et donc à mal les exécuter). Et, le soir, recommence le voyage. On comprend que seul son quartier de résidence et son voisinage domestique soient conviviaux.

Mais tous les quartiers ne sont pas ainsi, et les cités, cœur africain de la ville, vivent intensément. C'est là que la plupart des kinois affirment aimer vivre ou désirer vivre. Ces quartiers, bien équipés (quoique dégradés par 25 années d'incurie des pouvoirs urbains) et bien desservis, chauffent. Près de 20 % des actifs y travaillent. Le secteur "informel" y est très présent. Il y a boutiques, ateliers, échoppes, bars et une forte animation. La musique y déverse ses décibels et son dépaysement.

Cela commence à l'aube avec les travailleurs qui partent, puis ce sont les enfants envahissant la rue et allant à l'école (mais comme il y a des scolarisations à mi-temps : une semaine le matin, une semaine l'après-midi, il y a toujours 50 % des écoliers dehors), ensuite les ménagères, le marché, les commerces. Le retour le midi : ménagères et enfants, et, dès trois heures de l'après-midi jusqu'à sept heures, le retour, souvent à pied pour économiser un bus, des travailleurs, tandis que boutiques, ateliers, échoppes et bars continuent leurs activités jusqu' autour de six heures pour les uns, vingt heures, voire vingt-deux ou vingt-quatre heures pour les autres.

La citoyenneté s'exerce alors fortement en un milieu authentiquement africain.

GROUPE DE RECHERCHE

Villes et citadins des tiers-mondes

(CNRS, ORSTOM, Université LYON II)

Programme "Citadinités"

Dossier n° 2

**ANTHROPOLOGIE ET SOCIOLOGIE DE
L'ESPACE URBAIN**

Document provisoire

Octobre 1986

Mise en forme du dossier :

- Ph. HAERINGER

- J.C. DAVID

GLYSI - Département 'D' ORSTOM - IRMAC

correspondance : GLYSI, Université Lyon II, Avenue Pierre Mendès-France - 69500 BRON

Tél. : 78 00 69 83